

L'usine de transformation de manioc en farine de Ngoulemakong est fonctionnelle

■ *La cérémonie officielle d'inauguration a eu lieu le vendredi 12 janvier 2024 à Ngoulemakong, dans le département de la Mvila, région du Sud. Elle était présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural qui était accompagné pour la circonstance de plusieurs membres du gouvernement.*

Des balafons, des groupes de danse, et des scènes de liesse, c'était jour de célébration et de grande mobilisation à Ngoulemakong le vendredi 12 janvier 2024. Et pour cause, cette cité, porte-d'entrée dans la région du Sud, connaît ce jour, un évènement d'une portée majeure pour le Cameroun. Le Ministre de l'Agriculture et du Développement qu'accompagnait ses collègues de la Promotion de la Femme et de la Famille; des Postes et Télécommunications; et celui des Transports, a présidé la cérémonie d'inauguration officielle de l'usine de transformation de manioc mis sur pied et alimenté par la Société coopérative des producteurs de manioc de Ngoulemakong, avec l'appui du gouvernement camerounais, de la Banque Mondiale et du Programme Alimentaire Mondial.

Dans son discours, le Minader a rappelé que la mise en service de cette usine est la première d'une longue série qui s'étendra à plusieurs autres régions. Grace à la Banque Mondiale, 90 millions de FCFA supplémentaires ont été apportés par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural au travers du Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise alimentaire pour la finalisation de l'investissement. Ces fonds ont servi à la construction d'un Biodigesteur ; au défrichement de 30 ha de zone agricole ; à des travaux de génie civil ; à la formation d'une trentaine d'employés de l'usine dans



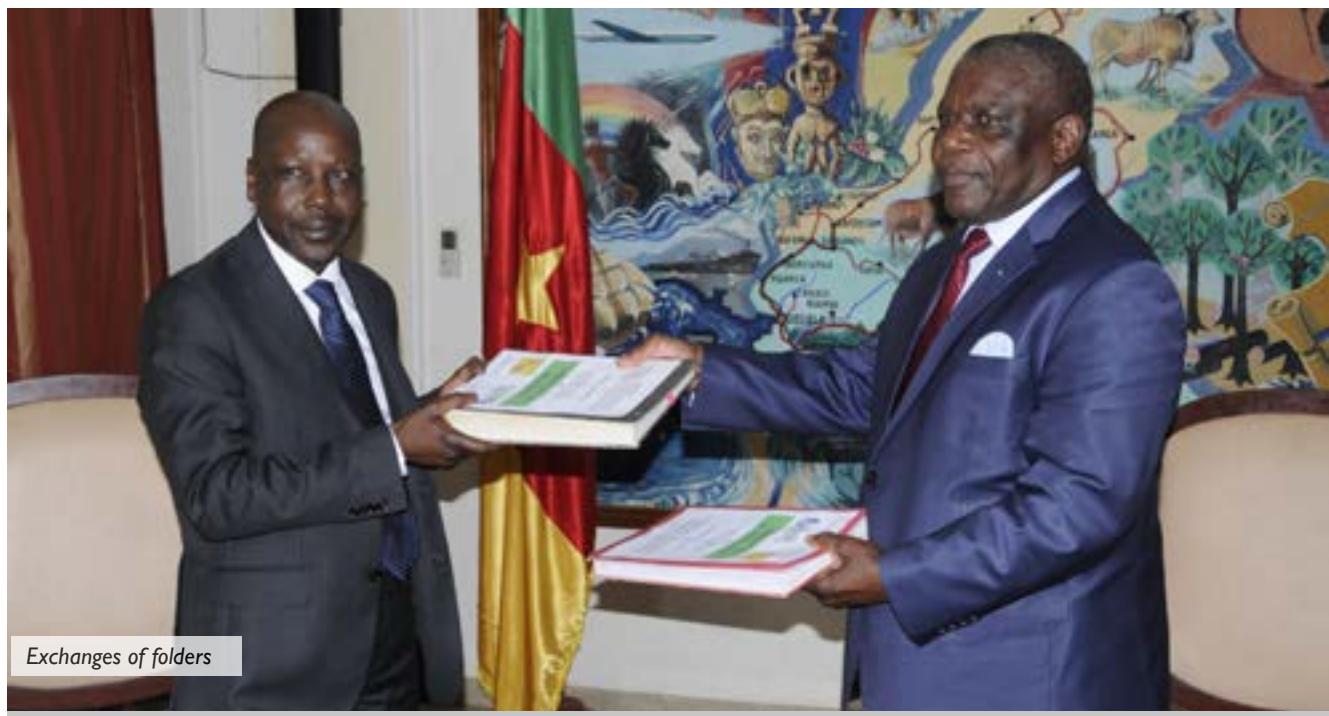
la prise en compte des préoccupations sociales et environnementales ; à l'acquisition d'un important stock de matériel de conditionnement des produits, à l'équipement du laboratoire ; à l'acquisition du matériel roulant et d'autres équipements et matériels importants. Le Minader a également insisté sur le fait que cela entre en droite ligne avec les objectifs d'import-substitution et de sécurité alimentaire, définis par la stratégie nationale de développement 2020-2030, mais aussi un élément important dans la lutte contre le chômage. « L'inauguration officielle de cette usine est une source d'optimisme et de confiance en l'avenir en ce sens qu'elle va permettre la transformation du manioc en produits dérivés, mais aussi fait naître de nombreux espoirs en termes d'emplois direct et indirect pour le secteur rural ». Il ajoute enfin que « les capacités de production des populations environnantes sera fortement impactée. Cette usine va également permettre de répondre aux besoins du marché en produits de manioc transformé et en intrants pour les agriculteurs.

Aussi, cette usine confirme-t-elle des avancées technologiques dans les processus industriels». Selon la présidente du conseil d'administration de la Société coopérative des producteurs de manioc de Ngoulemakong, cette usine a une capacité de production de farine d'une tonne par jour. Ce chiffre peut être revu à la hausse, avec davantage de moyens techniques et financiers. Déjà, la farine produite ici, est disponible sur le marché camerounais, et largement utilisé par le Programme Alimentaire Mondial pour les populations réfugiées et celles menacées de famine au Cameroun et ailleurs. La qualité de cette farine est jugée supérieure à celle faite avec du blé. En marge de cette inauguration, le Minader a également offert à la société coopérative des dizaines d'équipements (tricycles, porte-tout, gants, machettes, combinaisons, pulvérisateurs). Ils permettront à l'usine d'effectuer un travail plus rapide et efficient tant au niveau de la collecte de la matière première, de sa transformation que de sa mise sur le marché.

Yvan Njuplong

MINADER, CAMPOST Sign Strategic Partnership to Facilitate Payment of School Fees in Training Schools

■ The Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) and the Cameroon Postal Services (CAMPOST) have entered into a strategic partnership aimed at simplifying the payment of school fees in training schools across the country.



This collaboration, signed on January 11, 2024, is part of MINADER's initiative to modernize and digitalise tuition fee payments for agricultural and rural training, with the assistance of CAMPOST and other technical partners.

During the signing ceremony, Minister Gabriel Mbairose of MINADER emphasized that this initiative aims to enhance the management of revenues allocated to agricultural and rural training schools, as well as meet the skills and qualification requirements of the agricultural sector.

He highlighted the significance of this partnership in promoting agricultural and rural training, which plays a fundamental role in developing human capital. Minister Mbairose emphasized that investing in the education and training of youth is crucial for the development and prosperity of the nation. Recognizing the challenges faced by the youth, Minister Mbairose

stressed the importance of implementing actions that support their growth and development. He highlighted that the agricultural and rural sector offer substantial employment opportunities for young Cameroonian who often struggle with issues of unemployment and underemployment.

Agricultural and rural vocational training is essential to address this pressing need and cultivate a young, competitive, and skilled workforce. In line with this, the Head of State, in his address on the occasion of the fiftieth edition of the National Youth Day, encouraged the youth to become agricultural entrepreneurs, as agriculture is a noble and profitable profession.

The government has prioritized the development of the agricultural sector in recent years, with a focus on ensuring food security, creating employment, reducing import and increasing export of agricultural products. MINADER currently

oversees an agro-pastoral and rural training system, comprising eighteen public schools, twelve private partner schools, and thirty-five public training centres spread across the country.

Despite the challenges they face, these schools provide high-quality training tailored to the practical realities of the field, the demands of the job market, and the aspirations of their students. They also boost educational workshops, farm schools, and partnerships with businesses and agricultural organizations.

Through the strategic partnership between MINADER and CAMPOST, the payment of school fees in training schools will be made more efficient and accessible. This collaboration aligns with MINADER's commitment to enhance agricultural and rural training, which is integral to the country's economic development and the empowerment of its youth.

Heris Nange

Minader-CVUC

Le transfert total des compétences en marche



■ *Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a présidé le 16 août 2023, une réunion d'échange avec les responsables de l'Association des Communes et Villes Unies du Cameroun, et plusieurs élus locaux membres de cette association, sur l'état des lieux des compétences transférées aux communes par le Minader, dans le cadre du processus de décentralisation.*

Le suivi et l'accompagnement des projets sur le terrain ; la question de la gestion et de la tutelle des postes agricoles ; l'aménagement des pistes agricoles ; le désenclavement des bassins de production ; les pertes post-récoltes ; la maturisation des projets et les problèmes liés à la transmission des rapports et de communication autour des projets, mais aussi le déséquilibre et le retard dans les fonds alloués aux différentes communes, voilà quelques problèmes importants discutés entre le Minader et les magistrats municipaux au cours de la réunion d'échanges sur le processus de transfert de certaines compétences spécifiques du Ministère

de l'Agriculture et du Développement Rural aux collectivités territoriales décentralisées.

En félicitant et en remerciant le Minader d'être l'un des « premiers ministères » qui a véritablement mis sur la table l'épineuse question du transfert de certaines compétences de l'Etat aux collectivités territoriales décentralisées, les responsables municipaux présents, à l'instar d'Albert Anicet Akoa, maire de la commune de Ngoulemakong et vice-président des Communes et Villes Unies du Cameroun ont formulés leurs espoirs quant à l'aboutissement de ce processus, « beaucoup de problèmes que nous connaissons en matière de transfert de compétences dans le domaine agricole seront résolus ».

Dans son discours, Gabriel Mbairobé, a salué ces échanges qui sont « d'une grande importance », car il était « nécessaire de recueillir leurs avis sur la manière dont les ressources transférées sont exécutées, et partant, accélérer la décentralisation pour renforcer la gouvernance locale ». Le Minader a invité également les responsables communaux à faire bon usage des ressources qui leur seront transférées, pour améliorer les conditions de vies des populations, notamment en terme de mobilité rurale et d'assistance à la production.

Yvan Njuplong

Minister Gabriel Mbairobe Inaugurates Ngoulemakong Cassava Processing Plant

■ On January 12, 2024, the Minister of Agriculture and Rural Development, MINADER Gabriel Mbairobe officially inaugurated the Ngoulemakong Cassava Processing Plant, SOCOOPROMAN.



The plant marks a significant step towards a brighter future, as it not only allows for cassava processing into valuable by-products but also brings hope for increased employment opportunities in the rural sector and boosts production capacities in surrounding communities.

Minister Mbairobe highlighted that the plant will address the market's demand for processed cassava products and provide essential inputs for farmers. Moreover, it showcases advancements in industrial processes and aligns with

President Paul Biya's emphasis on industrialization as a key driver for sectoral strategies and the structural transformation of Cameroon's economy.

As part of the government's import-substitution policy for 2024-2026, President Biya has directed the implementation of measures to enhance food sovereignty and reduce the negative impact of imports on the country's trade balance. The Ngoulemakong Cassava Processing Plant, supported by the World Bank and the Ministry of Agriculture

and Rural Development, aligns perfectly with this directive.

The successful realization of this project was made possible through funding from the World Bank and the Ministry of Agriculture and Rural Development, with an additional contribution of CFAF 90 million from the Emergency Project to Combat the Food Crisis (PULCCA). Minister Mbairobe expressed gratitude to international partners for their trust and continuous support of the government of Cameroon.

Heris Nange

Le Minader-Plan International : le développement communautaire en ligne de mire



■ *Un accord cadre allant dans ce sens a été signé entre le ministre de l'Agriculture et du Développement rural et le directeur pays de Plan International Cameroun ce 15 septembre 2023.*

Main dans la main, le Minader travaillera désormais avec l'ONG Plan International Cameroun pour l'amélioration du cadre de vie des populations rurales, mais aussi pour un facile accès de ceux-ci à la terre, à une alimentation de qualité et à l'employabilité. Faisant suite à la signature de l'arrangement d'établissement révisé entre le Gouvernement de la République du Cameroun et Plan International Cameroun, cet accord avec le MINADER ouvre la voie à une série d'accords avec plusieurs autres départements ministériels en ligne avec la nouvelle politique de partenari-

rat stratégique que l'organisation compte développer au Cameroun, pour accompagner les populations vulnérables, notamment dans les zones de crises.

Dans son discours, Gabriel Mbairob, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a salué cet accord qui est d'une grande importance, et qui « permettra de créer une synergie d'action pour un développement communautaire effectif ». Il a également insisté sur le fait que, la sécurité alimentaire, la protection des communautés et l'amélioration du cadre de vie et des opportunités pour les populations vulnérables restait une préoccupation permanente du gouvernement camerounais qui a mis sur pied depuis des années un ensemble de projets pour accompagner et soutenir ces populations vulnérables. Nous avons notamment dans le cadre de la surveillance, le Programme national de veille et de renforcement de la

sécurité alimentaire (PNVRSA) et dans le cadre du soutien, le Projet d'urgence de lutte contre la crise alimentaire (PULCCA). Le transfert de certaines compétences aux collectivités territoriales dans le cadre du processus de décentralisation, permettra aussi selon le ministre, d'améliorer avec le ciblage de ces populations vulnérables, ce qui permettra de leur apporter une assistance calibrée à leurs besoins. Pour Mohamed Bah, Directeur pays de Plan International Cameroun, « Nous restons convaincus que nos efforts conjoints peuvent permettre de donner aux jeunes femmes, les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Les axes d'interventions qui en découlent permettront des entreprises rentables, intégrées dans les filières agropastorales porteuses le long de la chaîne des valeurs, tout en offrant des opportunités d'emplois viables pour les femmes ».

Yvan Njuplong

Minister Gabriel Mbairobe Launches Extension of Cocoa & Coffee Producers' Subsidies

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbairobe, launched the extension of cocoa and coffee producers' subsidies to all basins on November 21, 2023.*



Approved by President Paul BIYA on December 21, 2020, the implementation of the Producers' Desk was officially launched on July 8, 2021, followed by an extensive awareness-raising campaign and training for stakeholders in various production basins. The first subsidies were granted to producers on June 24, 2022.

The pilot phase, conducted in the second half of 2022, yielded positive results, leading the government to enhance its efforts to boost productivity in the cocoa and coffee sub-sectors. This aligns with the National Development Strategy 30 (NDS-30) objectives for this sub-sector.

To ensure equal opportunities for producers in all cocoa and

coffee-producing regions, technical measures have been implemented to coordinate the granting of subsidies under the supervision of relevant administrative authorities.

During the experimental phase of the Producers' Desk, which aimed to reach 18,000 cocoa and/or coffee producers, significant progress was made. As of December 31, 2022, 10,023 producers registered and had their farms geo-located, 10,023 producers obtained bank accounts, 13,424 plots were surveyed, and 5,766 electronic purchase orders and collection vouchers were issued, with agricultural inputs delivered to producers.

Noteworthy achievements include the improvement of computer applications for producers (agri-

farmers) and field staff (Agri-confirmation), which now offer enhanced features and online/offline capabilities.

The Minister urged relevant departments, projects, producers, and institutions to collaborate closely. As of November 17, 2023, a total of 83,439 producers have enrolled, and 96,431 plots have been surveyed nationwide.

Furthermore, the Minister announced the upcoming establishment of two additional Desks: the Collective Desk, which will finance collective infrastructures, and the Agro-Ecological Transition Desk, aimed at ensuring sustainability in the cocoa and coffee sub-sectors. This indicates a promising future for these sectors.

Heris Nange

Cacao

Le Minader prescrit la production de cacao sans déforestation



■ Il a longuement insisté sur le respect impératif de cette norme environnementale, en ouverture de la 2ème session du Comité de pilotage du Projet d'Appui au Développement du Cacao (PAD-CACAO), tenue ce 22 août à Yaoundé.

La protection de l'environnement reste une préoccupation constante de l'Etat du Cameroun. Cette norme, vaut encore plus son pesant d'or, dans la mesure où le Cameroun a intégré le cercle très restreint des pays producteurs de cacao fin. Ce qui offre désormais à la production camerounaise de cette culture, d'être un produit privilégié sur le marché international. Cette position qui selon le Minader a été difficile à obtenir doit à « jalousement protégée ». Dans son discours, il ajoute « qu'il faille perpétuer ou bien pérenniser cette position de fèves de cacao camerounaises ». Il n'a pas aussi manqué d'inviter les membres du comité à œuvrer activement à redynamiser la production du cacao mais aussi à améliorer

la qualité du cacao de même que le revenu des producteurs. Pour y parvenir efficacement, il faut densifier et rajeunir les plantations. Ceci passe par la production et l'utilisation des plants de meilleures qualités. « C'est pour cela que la Sodecao a été chargée de produire des cabosses de meilleure qualité pour produire des plants de meilleure qualité », a-t-il ajouté. Aussi, la formation des producteurs à des nouvelles technologies d'agroforesterie s'avère vital, afin de produire massivement, « sans attaquer un seul hectare de forêt ». Mis en place depuis 2022, le Projet d'appui au développement de la filière cacao s'étendra jusqu'à 2026, pour un taux global de financement de 40 milliards de Francs CFA. Son rôle principal est de

contribuer à l'accroissement de la production nationale d'un cacao de qualité, afin de garantir la durabilité des économies cacaoyères en augmentant notamment le revenu du producteur et en facilitant l'accès facile de celui-ci aux semences et intrants de qualité. Au rang de ses missions, on note l'accompagnement des structures dédiées à la production et la diffusion du matériel végétal performant, mais aussi la veille sur l'amélioration de la productivité des exploitations et de la qualité du cacao.

Déjà, ce projet se déploie massivement sur le terrain, et a obtenu des résultats probants salués par les producteurs des différents bassins de production de cacao.

Yvan Njuplong

Minister Mbairobe Calls for Implementation of Malabo Declaration on Accelerated Agriculture

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbairobe, has called for the implementation of the Malabo Declaration on Accelerated Agricultural Growth and transformation for Shared Prosperity and Improved Livelihoods.*



He made this statement on January 16, 2024, during the Regional Conference on the Review of the Common Agricultural Policy (CAP) and the ECCAS Regional Agriculture Investment Programme for Food and Nutrition Security (PRIASAN) held in Yaounde.

During the event, Minister Mbairobe emphasized that the conference marks a crucial stage in the formulation of the ECCAS Common Agricultural Policy and Regional Agriculture Investment Programme for Food and Nutrition Security. He highlighted the importance of reviewing the

Common Agricultural Policy, considering the challenges at hand, to ensure effective and rapid results aligned with the United Nations' 2030 Sustainable Development Goals (SDGs) and the goals of the African Union's Agenda 2063.

Minister Mbairobe stressed that the revised CAP and PRIASAN should enable countries to capitalize on their agricultural potential and assets, while also taking advantage of new opportunities such as the African Continental Free Trade Area (AfCFTA).

He acknowledged the paradox in the Sub-Region, which is rich in

arable land and water resources but experiences high rates of food insecurity and malnutrition. Numerous studies have shown that a well-managed agricultural sector produces five times more jobs than all other sectors, and it is crucial to address this issue.

Furthermore, Minister Mbairobe highlighted Cameroon's commitment to achieving these goals through its Rural Sector Development Strategy and its Second-Generation National Agriculture Investment Plan, which are integral parts of the country's National Development Strategy 2020-2030.

Heris Nange

Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire

L'Extrême-Nord et l'Adamaoua premiers bénéficiaires pour 2024



■ *Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairobe, a officiellement et respectivement lancé les 22 et 23 mai 2024 dans ces deux régions du septentrion, les activités dudit Projet.*

C'est tour à tour à Mokio, localité de l'arrondissement de Tokombéré, dans le département du Mayo Sava, région de l'Extrême-Nord et à Ngaoundéré, le chef-lieu de la région de l'Adamaoua, que le chef du département ministériel en charge de l'Agriculture et du Développement rural a procédé au lancement officiel des activités du Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire au Cameroun (PULCCA). Gabriel Mbairobe avait, ici et là, à ses côtés, son homologue de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales, Dr Taïga, la représentante du Programme Alimentaire Mondial (PAM), le gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, Midjiyawa Bakary, ainsi que son homologue de l'Adamaoua, Kildadi Taguieke Boukar, entre autres.

Situant le contexte de ces deux cérémonies, le patron de l'Agriculture a indiqué quelles sont intervenues à

une période où la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population est une priorité des pouvoirs publics au Cameroun. Les récents résultats de l'analyse Cadre Harmonisé, fait-il savoir, révèlent qu'au Cameroun, en situation courante, c'est-à-dire mars-avril-Mai 2024, un total de plus de 5,6 millions de personnes se trouvent en phase sous-pression, soit 20,27% de l'ensemble de la population du pays. Et qu'en période projetée, notamment juin-juillet-août, 113 328 personnes pourraient être en phase d'urgence. Le nombre de personnes estimé en phase de crise et d'urgence pourrait atteindre 2,5 millions de personnes, soit 8,86% de la population. Au cours de ladite période courante, 2 départements de l'Extrême-Nord, notamment le Logone et Chari et le Mayo Sava ont une situation alimentaire et nutritionnelle en phase de crise. Les causes de cette dégradation de

la situation alimentaire, révèle-t-il, étant, entre autres, les incursions des membres de la secte terroriste Boko Haram dans les départements du Mayo Sava, du Mayo Tsanaga et du Logone et Chari; les conflits inter-ethniques; les attaques des chenilles défoliaitrices sur le sorgho de saison sèche dans les départements du Mayo Tsanaga, du Mayo Kani et du Diamaré; la destruction des cultures par les pachydermes dans les départements du Mayo Kani et du Mayo Danay; la hausse des prix généralisée des denrées alimentaires, tributaire de l'augmentation du prix du carburant; le déplacement d'environ 2 400 personnes de la République du Tchad vers le département du Logone et Chari; la mauvaise répartition des pluies et la présence des réfugiés centrafricains dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est. Autant de faits et phénomènes qui continuent de faire peser la menace



de l'insécurité alimentaire sur l'ensemble du pays.

C'est fort de cette situation devenue quasi récurrente, argue le ministre Mbairobé, qu'il est paru nécessaire au Gouvernement camerounais d'apporter une réponse d'urgence et de garantir une résilience économique et communautaire à court et long termes aux communautés vulnérables, aux personnes déplacées internes et aux réfugiés confrontés à diverses crises; en réponse aux directives du chef de l'Etat, Paul Biya, qui déclarait au comice agropastoral d'Ebolowa en 2011 que : « tant qu'un seul Camerounais ne mangera pas à sa faim, ... notre mission ne sera pas terminée ». L'augmentation de l'occurrence des événements météorologiques extrêmes dus au changement climatique, explique-t-il, rend plus impératif le besoin de solutions d'adaptation et d'atténuation.

Le PULCCA, un Projet à point nommé

C'est donc à juste titre que le Projet

d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire (PULCCA) a été conçu et financé par la Banque Mondiale pour un coût total de plus de 68 milliards de francs Cfa. Ce Projet a pour objectifs de répondre de manière urgente à l'atténuation des impacts à court terme de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle; de renforcer la résilience économique, climatique et communautaire dans les régions de l'Extrême-Nord, de l'Adamawa, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est. Trois composantes ont été à cet effet retenues. Il s'agit, pour ce qui est de la composante 1, de soutenir la stabilisation alimentaire et nutritionnelle de la réponse rapide en vue d'un relèvement rapide et d'un renforcement de la résilience. Pour ce faire, il est envisagé particulièrement une série d'interventions pour une enveloppe globale de près de 50% du financement du Projet en termes des transferts monétaires ; des programmes d'alimentation scolaire et nutritionnels ; des travaux publics à haute intensité de main d'œuvre (Himo) ; de

support aux petits élevages et à la pisciculture et de construction de 1500 petits magasins communautaires. Le partenaire technique de mise en œuvre étant le Programme Alimentaire Mondial, reconnu pour son expérience avérée dans le domaine. La composante 2 est axée, entre autres, sur le renforcement des capacités de production des petits exploitants par le biais d'un soutien aux cultures et à l'élevage pour la résilience. La composante 3, quant à elle, est orientée vers l'appui au renforcement des capacités gouvernementales de surveillance des crises de sécurité alimentaire, des systèmes d'information et des services agro-météorologiques. Force est ainsi de constater que le PULCCA apparaît comme une réponse vitale et idoine visant à traiter les facteurs immédiats et sous-jacents qui contribuent à l'insécurité alimentaire dans les régions de l'Extrême-Nord, de l'Adamawa, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est.

Djaoudjaourou

PULCCA Will Improve Food, Nutrition Security and Reduce Vulnerability to Climate Shocks - Minister Mbairobe

■ The Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbairobe, has highlighted that the Emergency Project to Combat Food Crisis (PULCCA) aims to enhance food and nutrition security while reducing vulnerability to climate shocks.



Minister Mbairobe made this statement during the second session of the steering committee for the emergency food crisis project, which took place on January 4. The primary focus of this session was to review and validate the 2024 annual budgeted work plan (PTBA 2024), along with the 2024 procurement plan and the 2023 and 2024 internal audit charter.

Acknowledging that the current harmonized framework for the period of October to December 2023 indicates that 10.6% of the population in Cameroon is experiencing acute food and nutrition insecurity, Minister Mbairobe emphasized that this situation prompted the launch of the

PULCCA project, which received financial support from the World Bank. The project aims to address the short-term impacts of food and nutritional insecurity in targeted areas while fostering long-term economic, climate, and community resilience.

PULCCA was officially launched on November 16, 2022 and will continue till December 31, 2025. It consists of three technical components: support for food and nutritional stabilization through rapid response and early recovery measures, enhancing the production capacities of smallholders to ensure climate and nutritional resilience and strengthening government capacity to monitor food security crises, information systems

and agrometeorological services. The implementation of the project involves two United Nations agencies, namely the Food and Agriculture Organization (FAO) and the World Food Program (WFP), as well as the sub-agencies of the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) and the Ministry of Livestock, Fisheries, and Animal Industries (MINEPIA), including MIDENO, SOWEDA, CDEN, CDENO, CDPM, and MIDEPECAM.

The first session of the PULCCA steering committee took place on January 29, 2023, in Limbe, during which the first annual work plan and budget (PTBA) and the Procurement Plan (PPM) were validated.

Heris Nange

Le Minader réceptionne solennellement des semences de prébase et de base de qualité produits par l'Irad



■ C'était le 13 juin 2024 à l'esplanade de la station polyvalente de recherche agricole (SPRA) de Garoua.

Le Programme d'appui au renforcement de la production agricole au Cameroun (PARPAC) est résolument en marche. Financé par la Banque Africaine de Développement, cet important Projet vise à rendre disponible le matériel végétal en qualité et en quantité suffisante, dans la perspective d'une agriculture de 2ème génération, de l'import substitution prônés par le président de la République et de l'amélioration de la sécurité alimentaire au Cameroun. L'histoire retiendra que c'est dans la ville de Garoua que l'un des premiers stocks de semences de qualité produite par l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) dans le cadre de ce projet a été remis au ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Ce stock d'environ cinquante

tonnes comprend des semences de sorgho, de riz, de blé et de soja. Selon Noé Woin, directeur général de l'IRAD, les semences réceptionnées par le Minader sont de « variétés améliorées développées par l'IRAD, à haut rendement et adaptées à plusieurs zones agroécologiques » du pays. Ces semences sont produites et mises à disposition à la suite de plusieurs ateliers de renforcement des capacités des semenciers organisés dans toutes les zones agroécologiques en 2023 par sa structure. Selon son directeur général, ces semences répondent à l'ensemble des normes et vont contribuer à améliorer significativement la qualité de la production nationale dans chacune des spéculations citées. Dans son discours de circonstance, Gabriel Mbairobé, ministre de l'Agriculture et du

Développement rural a tenu à saluer la coopération entre le Cameroun et la BAD, mais aussi la collaboration entre le Minader et l'IRAD qui sont des éléments conjugués qui seront nécessaires afin d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire du Cameroun. Il note concernant cette cérémonie de remise de semences et l'usage qui en sera fait que : « il était important de venir ici non seulement pour réceptionner ces semences produites par l'IRAD, mais aussi pour les remettre aux coopératives utilisatrices afin d'accroître la production agricole dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua, et voire dans toute l'étendue du Cameroun ». Principaux bénéficiaires, les producteurs ont salué ce Projet et ont promis d'en faire bon usage.

Yvan Njuplong

Insécurité alimentaire

Le plan national de réponse adopté

■ C'était au cours d'un atelier d'élaboration et de validation que le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a présidé le 20 juin 2024 à l'hôtel Franco de Yaoundé.



L'insécurité alimentaire et nutritionnelle demeure un problème majeur pour le gouvernement camerounais. Malgré de nombreux efforts mis en œuvre pour assurer la disponibilité des ressources alimentaires pour tous avec un important plan de développement agricole, les populations de certaines régions du Cameroun, notamment celles en crise demeurent encore sous la menace. Selon les données issues de l'analyse du cadre harmonisé dans son édition de mars 2024, 5 637 853 personnes se trouvent en phase sous pression, soit 20,27 % de l'ensemble de la population. En période projetée, 113 328 personnes pourraient être en phase d'urgence. Le nombre de personnes estimées en phase crise et urgence pourrait atteindre 2 465 492 personnes soit 8,86 % de la population. Les principales régions touchées sont celles de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest

et du Sud-Ouest, qui sont soumises à un contexte sécuritaire dégradé, avec des attaques terroristes, mais aussi de nombreux problèmes sur le plan climatique et météorologique ainsi que les attaques des chenilles légionnaires et des pachydermes qui empêchent le développement sain des cultures.

L'élaboration du premier plan national de réponse

Face à cette situation, le gouvernement camerounais avec l'aide de ses partenaires internationaux, notamment la Banque Mondiale, la FAO, le PAM, l'Union Européenne, OCHA, Action contre la Faim ont décidé de mettre sur pied un important Plan national de réponse. Ce texte a pour objectif principal de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables et groupes cibles affectés par les facteurs de risque humanitaire

à travers des actions harmonisées d'assistance alimentaire, nutritionnelle et de protection de leurs moyens d'existence. Spécifiquement, il s'agira d'améliorer l'accès aux aliments pour les ménages vulnérables, protéger et réhabiliter les moyens d'existence des ménages vulnérables et contribuer à la réduction de la mortalité et de la morbidité liée à la malnutrition. Ce plan important est chiffré à 124 194 555 822 FCFA dont 48,9% pour l'accès à la nourriture, 44,9% pour le renforcement des moyens d'existence, 5,8% pour les actions de nutrition et 0,5% pour les actions de mise en œuvre et du suivi des actions du PNR. Son financement lui viendra principalement du gouvernement camerounais et de ses partenaires techniques et financiers.

Pour permettre la réussite de ce plan, quelques principes directeurs ont été retenus. Nous avons notamment



Photo de famille

une imbrication plus forte entre les interventions d'assistance alimentaire et celles liées à la prévention et au traitement de la malnutrition ; le respect d'un calendrier d'intervention adapté (hors-soudure, soudure) en fonction des modalités de réponses ; la mise en place d'un mécanisme de suivi-évaluation adapté pour évaluer les effets des opérations mises en œuvre dans le cadre du PNR ; la mise en place de partenariats institutionnels reconnus, précis, partagés, établis entre les structures nationales et leurs partenaires tant au niveau national que régional, sous régional ou communal ; la prise en compte de l'analyse situationnelle en lien avec les priorités et principes de la charte PREGEC.

Le déploiement du PNR 2024 sur le terrain

Concrètement, le Plan national de

réponse interviendra dans les zones cibles suscitées selon un canevas bien précis. Dans le volet assistance alimentaire, on aura la Distribution Gratuite des vivres (DGV), le Cash transfert inconditionnel et le Cash Transfert Conditionnel (le Cash for Work (CFW) ; pour ce qui est du volet appui à la production animale, la vente à prix modéré des aliments de bétail aux petits éleveurs est prévue ; concernant le volet appui à la production agricole, on aura la distribution gratuite des intrants agricoles ; Le volet traitement de la malnutrition inclura lui le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée chez les jeunes enfants (moins de cinq ans) ; enfin, le volet suivi de la réponse au niveau local, régional et national reviendra à la mise en place du dispositif du suivi évaluation du PNR, à la vulgarisation du PNR auprès des acteurs (niveau local et régional), actualisa-

tion du PNR et la mise en place d'un système d'alerte précoce.

Dans son discours de circonstance, monsieur Gabriel Mbairobé, ministre de l'Agriculture et du Développement rural a salué les efforts et la contribution des partenaires techniques et financiers dans la mise en place de ce plan, qui permettra d'apporter une réponse claire, à ce problème qui est d'une gravité particulière et qui interpelle hautement l'Etat camerounais et la communauté internationale. Il a ainsi exhorté les participants à « faire appel à [leur] pragmatisme pour examiner les axes d'intervention de cet important document stratégique pour la réponse aux populations en situation de crise ». Il les a aussi invités à « capitaliser les bonnes pratiques issues de [leurs] expériences de terrain ».

Yvan Njuplong

Culture du blé au Cameroun

Loin du mythe, la révolution est amorcée

■ *Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural a visité plusieurs champs semenciers de blé, dans la localité de Wassandé, village de l'arrondissement de Nyambaka, région de l'Adamaoua.*



La journée du 22 décembre 2023 a été riche en couleurs pour les populations de la localité de Wassandé et pour cause, une visite du ministre de l'Agriculture et du Développement Rural. Gabriel Mbairobé était accompagné par une forte délégation constituée de responsables du Minader, mais aussi d'autorités administratives de la région de l'Adamaoua. Une visite importante donc, qui entrera certainement dans l'histoire, car ce jour, à cet endroit et avec ces témoins, une révolution agricole au Cameroun a effectivement pris corps, la réalité de la possibilité de produire du blé au Cameroun.

Dans cette localité, le Minader a pu visiter plusieurs champs semenciers réalisés par le Projet national de structuration et d'accompagnement des producteurs et de vulgarisation agricole (Prosapva) avec l'aide et l'accompagnement de l'Irad qui a sélectionné des plants d'excellence. Le ministre a pu toucher du doigt la qualité de la production semencière sur les 85 hectares semés, et établir des projections sur les autres

hectares à mobiliser, pour accroître la disponibilité des semences, auprès des producteurs qui souhaitent investir dans cette culture.

En travaillant à produire localement le blé, l'objectif du gouvernement est clair, réduire significativement les importations de blé, en produisant localement au moins 30% des besoins de consommation en blé marchand d'ici 2030. Pour rappel, le blé est l'une des cultures d'importation les plus importantes au Cameroun, avec une cargaison totale importée de 966 400 tonnes en 2021. Ceci constitue une augmentation de 106 400 tonnes par rapport aux 860 000 tonnes de cette céréale importées au cours de l'année 2020. Ces importations ont imposé au Cameroun d'expatrier une enveloppe de 182,7 milliards de Francs Cfa, contribuant ainsi non seulement à obérer les réserves en devises du pays, mais aussi à creuser le déficit commercial du Cameroun, estimé à 1478 milliards de Fcfa en 2021 (+7,5%).

Dans son discours, Gabriel Mbairobé a rappelé que le département

ministériel qu'il dirige a entamé des essais de quelques variétés de basses et hautes altitudes mises au point en relation avec l'Irad : « des essais se sont révélés concluants et prometteurs pour quatre variétés (Irad 1, Irad 2, Bamenda et Banyo) sur les plans agronomiques et technologiques ». Le ministre n'a pas manqué de saluer le travail constant de l'Irad, partenaire important du Minader, mais aussi des populations et opérateurs économiques qui s'investissent pour faire décoller la production nationale de cette céréale qui demeure l'une des plus consommées au Cameroun. Il a conclu à l'endroit des populations locales par ces mots : « Wassandé par l'histoire et les faits ; est considérée à juste titre aujourd'hui, comme la capitale du blé ».

A signaler, c'est depuis 2018 que le Minader a entamé des tests d'adaptation de ces cultures. La campagne 2023 selon Gabriel Mbairobé, « représente un essai plus important et incarne notre vision de relancer la production de blé à grande échelle ».

Yvan Njuplong

Experts Evaluate, Take Stock of Agricultural Subsidy Activities For 2023 Fiscal Year



■ The Steering Committee members responsible for implementing the policy of granting agricultural subsidies in Cameroon have conducted an evaluation and review of the agricultural subsidy activities carried out in the fiscal year 2023.

This assessment took place during the fifth session of the committee, held on December in Yaoundé. The session was chaired by the Minister of Agriculture and Rural Development (MINADER), Gabriel Mbairob. In his opening remarks, Minister Mbairob emphasized that the meeting was in line with the imple-

mentation of the directives from the Head of State, H.E Paul Biya. The government is committed to the structural transformation of the Cameroonian economy.

Additionally, the meeting aimed to support the import-substitution policy, which seeks to strengthen the national supply of various consumer products and reinforce the resilience of our economy.

According to the Minister, achieving these goals requires not only the deployment of the import-substitution policy but also a comprehensive transformation of the economy. This entails reducing imports of products that have abundant local supply and promoting substitute products available at the national level.

Furthermore, the Minister highlighted that these programs aim to ensure sustainable food

security, meet the growing demand for agricultural raw materials from national agro-industries, expand into sub-regional markets, and enhance agriculture's contribution to GDP through increased, high-quality, and cost-effective national production.

In addition to evaluating and reviewing agricultural subsidy activities for the fiscal year 2023, the session provided an opportunity to assess the progress of the FODECC Producers' Desk activities carried out during the same fiscal year. It also served as a platform to analyze the overall budget implementation for subsidies granted to producers by MINADER projects/programs, as well as other sectoral projects/programs in the agricultural sector for the 2023 financial year.

Heris Nange